



Chaire en fiscalité et en finances publiques

Bulletin de veille

11 septembre 2018



QUÉBEC/CANADA

ASSOCIATION DE PLANIFICATION FISCALE ET FINANCIÈRE (APFF)

S. Brault, L. Latulippe, J. St-Cerny et M.-T. Dugas, « [Le Québec et l'accès aux renseignements internationaux : entre protection des renseignements et échanges autorisés](#) », *Revue de planification fiscale et financière*, vol. 38, no. 3, pp. 505-540.

À l'exception des conventions fiscales entre le Canada et les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni, les traités fiscaux internationaux mis en œuvre au Canada empêchent ou omettent d'autoriser la communication de renseignements à Revenu Québec.

L'accès aux renseignements fiscaux provenant d'États étrangers présente un défi pour le Québec. Dans son rapport *Paradis fiscaux : plan d'action pour assurer l'équité fiscale* présenté en novembre 2017, le gouvernement du Québec indique que l'accès à ces renseignements est limité et que la collaboration avec le gouvernement fédéral et l'Agence du revenu du Canada (ARC) est importante. Sur le plan technique, bien que les lois fiscales au Canada et les ententes administratives

Canada-Québec concernant l'échange de renseignements permettent à l'ARC de communiquer des renseignements fiscaux à Revenu Québec, l'autorisation des États étrangers est requise en matière d'échanges de renseignements provenant de ces États. Ces autorisations peuvent être prévues dans les traités fiscaux internationaux (conventions fiscales bilatérales et accords d'échange de renseignements fiscaux).

Toutefois, à l'exception des conventions fiscales entre le Canada et les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni, les traités fiscaux internationaux mis en œuvre au Canada empêchent ou omettent d'autoriser la communication de renseignements à Revenu Québec. Les auteurs précisent que des demandes d'autorisations particulières adressées par l'ARC aux administrations fiscales étrangères par le biais de la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale pourraient être une option qui permettrait à Revenu Québec de mettre la main sur ces renseignements étrangers.

ASSOCIATION DE PLANIFICATION FISCALE ET FINANCIÈRE (APFF)

M. Rizqy, « [Économie numérique : résoudre les problèmes fiscaux](#) », *Revue de planification fiscale et financière*, vol. 38, no. 3, pp. 541-578.

Comment expliquer que le gouvernement du Canada préconise toujours le statu quo?

Les dernières années ont été marquées par des changements législatifs permettant de moderniser les lois fiscales afin d'assurer l'équité fiscale entre le commerce traditionnel et le commerce électronique. En effet, plusieurs juridictions ont adopté de nouvelles mesures pour collecter les taxes de vente auprès des entreprises numériques. Aux États-Unis, c'est plutôt la Cour suprême qui rompt avec 50 ans de jurisprudence afin de forcer les géants du Web à percevoir les taxes de vente. Ces changements ne répondent qu'en partie aux défis soulevés par l'économie numérique, car toute la problématique entourant l'impôt sur le revenu découlant du commerce électronique demeure entière. À ce jour, c'est plus de 100 juridictions qui ont modernisé leur législation, incluant le Québec, alors comment expliquer que le gouvernement du Canada préconise toujours le statu quo?

CENTRE CANADIEN DE POLITIQUES ALTERNATIVES (CCPA)

D. Macdonald, « [Born to Win: Wealth concentration in Canada since 1999](#) », 31 juillet 2018, 29 p.

En 2016, plus de la moitié des 87 familles les plus riches au pays avaient hérité de cette fortune.

There has been plenty of concern in Canada and around the world about income inequality, in particular the growing gap between the incomes of society's highest-paid 10% or 1% and those of the bottom 90% of income earners. We spend less time thinking about inequality in relative wealth or net worth — the sum of all individual or family assets (house, car, investments, etc.) minus all debts (mortgage, student loan, etc.). In fact, income inequality and wealth inequality are closely connected; our failure to adequately address the growing gap in average incomes is producing outrageous fortunes among Canada's wealthiest family dynasties.

This report compares the net worth of Canada's 87 wealthiest resident families as compiled by Canadian Business magazine to the wealth of average

families based on Statistics Canada's Survey of Financial Security over the past 17 years. We find that while the average net worth of Canada's wealthiest families rose by 37% between 2012 and 2016 — from \$2.2 billion to \$3.0 billion, for a gain of \$806 million in inflation-adjusted dollars per family — the net worth of middle class families increased by 16%, or \$41,000, over the same period (from \$264,000 to \$305,000).

CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

A.-J. D'Auteuil, « [Note de recherche : Le traitement fiscal des gains tirés du poker et autres jeux en ligne](#) », 22 août 2018, 23 p.

Tant qu'il n'y aura pas de changement à la loi canadienne, les joueurs de poker peuvent s'appuyer sur une jurisprudence constante à l'effet que les gains tirés du poker en ligne sont exempts d'impôt.

La présente note de recherche, par une analyse de la législation et de la jurisprudence canadienne applicable, permet de clarifier les facteurs déterminants dans la qualification du traitement fiscal des gains tirés du poker. De plus, ces critères seront comparés avec ceux annoncés par les autorités fiscales afin de valider si les cotisations des joueurs de poker sont basées sur une interprétation adéquate de la législation canadienne en vigueur.

CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

V. Poulin-Champagne, « [Changements apportés au droit de mutation et au droit supplétif prévu dans la Loi sur les impôts depuis 2016](#) », 30 août 2018, 27 p.

Une augmentation du champ de taxation en assujettissant certaines ventes d'actions à la LDMI pourrait faire en sorte que les revenus des municipalités provenant des droits de mutation seraient augmentés.

Quelques modifications furent apportées au fil des années à la LDMI ainsi qu'à la LI. En 2016, la section portant sur la lutte à l'évasion fiscale du discours sur le budget du ministre des Finances, M. Carlos Leitão, ouvrait la porte à de grands changements au niveau des exonérations du droit de mutation qui sont permises ainsi qu'à la règle anti-évitement. Ces changements sont exposés et analysés à la lumière du projet de loi 112, présenté à l'Assemblée nationale le 15 novembre 2016 et sanctionné le 8 février 2017. D'autres modifications annoncées en 2016 et 2017 sont abordées.

FINANCES QUÉBEC

Finances Québec, « [Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec](#) », 20 août 2018, 138 p.

Les estimations préliminaires pour l'année financière 2017-2018 affichent une amélioration du solde budgétaire de près de 1,5 milliard de dollars par rapport à ce qui était prévu en mars 2018.

En juin 2014, lors du discours sur le budget 2014-2015, le gouvernement a annoncé qu'il rendrait public un rapport sur l'état des finances publiques, préalablement à la tenue des élections générales à date fixe.

En avril 2015, l'Assemblée nationale a adopté les dispositions législatives confiant au ministre des Finances le mandat de publier ce rapport.

Conformément à ses engagements et aux dispositions de la loi, le gouvernement rend public le Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec – Août 2018.

Le rapport préélectoral inclut la documentation suivante :

— le préambule, comprenant le message du ministre des Finances, la déclaration concernant la responsabilité du ministère des Finances et le rapport de certification du Vérificateur général du Québec;

— la section A, comprenant les principaux tableaux du cadre financier qui découlent du rapport préélectoral;

— la section B, comprenant le rapport détaillé préparé conformément aux dispositions de la loi;

— des annexes, comprenant notamment des informations additionnelles concernant le cadre financier du gouvernement.

FRASER INSTITUTE

L. Di Matteo et B. Eisen, « [Ontario can balance budget while also cutting taxes](#) », 21 août 2018, 15 p.

À moins d'une récession, le gouvernement ontarien devrait rapidement éliminer les déficits afin de pouvoir diminuer les impôts à terme.

Ontario's public finances have deteriorated over the last few decades as chronic deficits have led to mounting public debt. Nevertheless, the situation can be repaired—and relatively more quickly than might be imagined.

Restoring Ontario's Public Finances finds that restoring balance to Ontario's finances requires taking responsibility and making a commitment to prudent financial management and discipline.

For the new government, this should mean quickly eliminating the budget deficit and then establishing a longer-term fiscal framework based on affordable spending targets and the application of resulting surpluses for pro-growth purposes or debt reduction. The benefits from such action will be increased business and investor confidence in the provincial economy and sustainable finances that will provide stability for important government programs in health, education, and infrastructure renewal.

INSTITUT C.D. HOWE

K. Milligan et T. Schirle, « [Rich Man, Poor Man: The Policy Implications of Canadians Living Longer](#) », 23 août 2018, 12 p.

Au Canada, les femmes les mieux rémunérées vivent en moyenne 3 ans de plus que les femmes moins bien rémunérées. Cet écart atteint 8 ans chez les hommes.

A longevity gap between rich and poor has persisted over the years in Canada with significant policy implications, according to a new report from the C.D. Howe Institute. In “Rich Man, Poor Man: The Policy Implications of Canadians Living Longer” – the first study of long-term changes in longevity across earnings groups in Canada – authors Kevin Milligan and Tammy Schirle provide new evidence on the incomes and life expectancy of Canadians.

MOWAT CENTRE

E. Hartmann, « [Sharing the Costs of Cannabis in Canada : How the federal and provincial governments should split cannabis tax revenues](#) », Août 2018, 74 p.

Pendant au moins la première décennie du régime de taxation du cannabis, le mécanisme de partage des revenus devrait être soumis à des cycles de réévaluation continus.

Canada is scheduled to legalize recreational cannabis on October 17, 2018. As part of the legalized cannabis framework, governments will levy an excise duty on cannabis products. Revenues from that excise duty will be shared between orders of government, with 75 per cent going to the province or territory raising the revenue, and 25 per cent retained by the federal government. The federal government’s share will initially be capped at \$100 million. Any federal revenue in excess of that amount will be provided to the provinces and territories. This revenue-sharing arrangement will be subject to review following a two-year period.

While this paper takes no position on the legalization of cannabis, it will argue that the sharing of revenue from the excise tax should be informed by the relative cannabis-related costs each level of government carries. To establish a benchmark, this report first seeks to estimate the cannabis-related costs the federal, provincial-territorial and municipal governments bear prior to legalization. This is done for the health and criminal justice sectors, with sub-estimates for youth justice and cannabis-impaired driving in particular. The paper then discusses how those costs are likely to change post-legalization, and seeks to assess whether the revenue-sharing model will continue to map to those costs.

MOWAT CENTRE

E. Hartmann, J. Thirgood et A. Thies, « [A Fair Fiscal Deal: Towards a more principled allocation of federal transfers](#) », Juillet 2018, 30 p.

Un retour sur la contribution de l’Ontario à la fédération pendant la dernière décennie montre que la province est un contributeur net.

This report takes a look back at Ontario’s contribution to the federation over the past ten years. It employs data about federal transfers paid to both provinces and individuals and attempts to assess if they are allocated fairly or not. Using these data in tandem with principles developed by the Mowat Centre in previous publications on this topic, the report highlights areas of underlying unfairness in how federal funds are distributed across the federation. It then offers a roadmap for how transfers like Equalization should be distributed, in accordance with more robust principles.

Importantly, the purpose of this report is neither to argue against the value and necessity of redistribution, nor to lament the fact that Ontario, as a comparatively wealthier province, will inevitably end up contributing more to the federation than it receives. The purpose, rather, is to make the case that the flows of funding should be traceable back to principles that stand up to scrutiny.

MOWAT CENTRE

S. Johal, J. Thirgood et M. Crawford Urban, « [Robots, Revenues & Responses: Ontario and the Future of Work](#) », 30 juillet 2018, 77 p.

L’automatisation accrue du marché du travail ainsi que la montée en force de l’économie des données menacent d’éroder l’assiette fiscale.

Governments worldwide are grappling with disruptive technology and trying to understand how innovations like artificial intelligence and the sharing economy will reshape our lives and how we work. Much of the focus to date has been on

how governments should respond to these technologies and the new business models they enable. Indeed, predictions of the types of jobs and skills that are becoming more and less relevant continue to multiply, and analyses of how to modernize social supports in the context of these disruptive changes have also started to appear.

Yet, so far, a critical underlying question – and one that will affect how well governments are able to respond to these changes – remains under-examined: How will the changing nature of work impact the tax base and governments' ability to generate revenue?

THE SCHOOL OF PUBLIC POLICY (UNIVERSITY OF CALGARY)

E. Ferede, « *Alberta's Fiscal Responses to Fluctuations in Nonrenewable-Resource Revenue* », SPP Briefing Papers, Volume 11:24, Septembre 2018, 21 p.

Les dépenses de programme du gouvernement provincial ont tendance à augmenter de 0,56 \$ par dollar de revenu supplémentaire provenant de ressources non renouvelables.

Alberta's provincial government has been heavily reliant on non-renewable-resource revenues coming from the energy sector. Over the past half-century, non-renewable resource revenue has accounted for about 30 per cent of the provincial government's total revenue. This poses a fiscal challenge as resource revenue is volatile and uncertain. Consequently, the provincial budget is very exposed to the vagaries of global energy price shocks, pipeline disruptions and other events, such as the federal government's previous National Energy Program. Often, the downside to excessive dependence on volatile resource revenue comes to the forefront of public policy discussions when global commodity prices related to the resource sector plummet and budget deficits ensue. Not surprisingly, the recent dramatic decline in resource revenue and the associated budget deficit have been a focus of hot debates in the province's political and academic circles. When a government faces growing budget deficits, sooner or later it may be forced to raise taxes, reduce spending or both to achieve fiscal sustainability. However, the way the provincial government responds, and the

timing of its responses, can have significant impacts on society. Thus, examining the dynamics of Alberta's fiscal responses to changes in non-renewable-resource revenue is crucial to enhancing informed public discussions and policy-making in the province.

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC

Vérificateur général du Québec, « *Rapport sur le rapport préélectoral 2018* », 20 août 2018, 85 p.

Pour les années 2018-2019 à 2020-2021, les prévisions économiques ainsi que les prévisions du cadre financier et de la dette sont plausibles dans tous leurs aspects significatifs.

Le présent rapport porte sur le premier rapport préélectoral présentant l'état des finances publiques publié en vertu de la Loi sur le ministère des Finances. Nos travaux visaient, pour les années 2018-2019 à 2020-2021, à nous assurer que:

- les hypothèses retenues ainsi que les prévisions relatives au cadre financier et à la dette sont plausibles ;
- l'information présentée est compréhensible, pertinente et comparable, et qu'elle renseigne adéquatement les utilisateurs sur la situation économique et financière du Québec ;
- le processus budgétaire est efficace et rigoureux.



ÉTATS-UNIS CONGRESSIONAL BUDGET OFFICE (CBO)

CBO, « *The Long-Term Budget Outlook Under Alternative Scenarios for Fiscal Policy* », Août 2018, 9 p.

Dans tous les scénarios étudiés par le CBO, la production économique des États-Unis sera, en 2038, inférieure à ce qui avait été prévu dans la projection précédente.

Each year, CBO publishes extended baseline projections—a set of budget projections that incorporate the assumption that current laws generally remain unchanged, extending the agency’s 10-year baseline projections beyond the coming decade. In CBO’s most recent extended baseline, revenues grow more rapidly than gross domestic product (GDP), rising to levels well above their historical average, because recently enacted tax changes are scheduled to expire and because of the structure of the tax system. In addition, discretionary spending falls substantially in relation to the size of the economy. Nevertheless, federal debt held by the public rises from an amount equal to 78 percent of GDP in 2018 to 118 percent of GDP in 2038.

This report expands on CBO’s extended baseline projections by showing how the federal budget and the nation’s economy would evolve under three alternative scenarios. In those scenarios, laws would be changed to continue certain policies now in place, leading to even higher debt.

INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

S. Wamhoff et M. Gardner, « [Federal Tax Cuts in the Bush, Obama, and Trump Years](#) », Juillet 2018, 10 p.

Le 1 % des plus riches a profité de 22 % des baisses d’impôt aux États-Unis entre 2001 et 2018.

Since 2000, tax cuts have reduced federal revenue by trillions of dollars and disproportionately benefited well-off households. From 2001 through 2018, significant federal tax changes have reduced revenue by \$5.1 trillion, with nearly two-thirds of that flowing to the richest fifth of Americans, as illustrated in Figure 1.1 The cumulative impact on the deficit during this period is \$5.9 trillion, including interest payments.

By the end of 2025, the tally of tax cuts will grow to \$10.6 trillion. Nearly \$2 trillion of this amount will have gone to the richest 1 percent. By then, the total impact on the deficit will be \$13.6 trillion, including interest payments.

This analysis does not include hundreds of billions of dollars in so-called tax cut “extenders” for corporations and other businesses that Congress has periodically enacted under each administration.

INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

S. Wamhoff, « [Congress Should Reduce, Not Expand, Tax Breaks for Capital Gains](#) », Août 2018, 15 p.

Environ 79 % des taux préférentiels pour le gain en capital profitent au 1 % des Américains les plus riches.

The federal government taxes income from wealth less than it taxes income from work. One type of income from wealth is capital gains, the profits investors receive when they sell assets for more than their cost. Capital gains are undertaxed in the United States but some policymakers have argued otherwise, claiming that capital gains are over-taxed because some of these profits are really the effects of inflation and not real income. They argue that Congress, or even the administration, should provide a new break that would lower income taxes on capital gains even further.

But, as this report explains, the existing tax breaks for capital gains more than compensate for any problem related to inflation. Congress should repeal or limit these existing breaks rather than create new ones.

TAX POLICY CENTER (TPC)

C. Eugene Steuerle, « [How Should Social Security Adjust When People Live Longer?](#) », 20 août 2018, 6 p.

Toute réforme nécessitera de choisir entre de nouvelles réductions des années de retraite, de nouvelles réductions des taux de remplacement ou des taux d'imposition plus élevés.

As people live longer, they spend more time in retirement, straining Social Security’s finances. This brief outlines the implications of three approaches to adjusting Social Security for longer

lives: making no adjustment, which has applied over most of Social Security's history; keeping constant the expected number of retirement years; and keeping constant the relative share of life in retirement. Compared to age 65 retirement in 1940, people under each rule would retire in 2100 at age 65, 79, and 76, respectively. The brief also shows how these calculations can be done under different assumptions.



INTERNATIONAL

BANQUE MONDIALE

K. Beegle, A. Coudouel et E. Monsalve, « [Realizing the Full Potential of Social Safety Nets in Africa](#) », 17 juillet 2018, 421 p.

Réformer les systèmes d'imposition en Afrique est une nécessité pour assurer la viabilité des programmes sociaux.

La pauvreté a diminué en Afrique subsaharienne, mais des millions sont encore pauvres L'Afrique en Développement ou vulnérables. Pour remédier à ce phénomène complexe, tous les pays de la région ont désormais déployé des programmes de filet sociaux dans le cadre leurs stratégies de développement. Le nombre de programmes est monté en flèche depuis le milieu des années 2000, bien que de nombreuses interventions restent encore de taille modeste. Ce changement notable dans la politique sociale reflète une évolution progressive dans la compréhension du rôle que les filets sociaux peuvent jouer dans la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité, et plus généralement dans la promotion du capital humain et la croissance économique. Les filets sociaux en Afrique : Comment réaliser pleinement leur potentiel ? apporte les preuves que ces programmes peuvent contribuer à améliorer l'équité, réduire la pauvreté, renforcer la résilience et accroître les perspectives offertes aux plus pauvres et vulnérables. Ces programmes peuvent clairement être de bons investissements. Pour réaliser pleinement leur potentiel, les programmes de filets sociaux doivent se développer sur la base de modèles et choix techniques intelligents. Au-delà de ces considérations techniques, ce rapport souligne qu'il est tout aussi nécessaire d'engager des réformes décisives dans trois domaines essentiels : le domaine politique, le domaine institutionnel, et le domaine financier :

Tout d'abord, il faut reconnaître le rôle que la politique joue dans les décisions d'expansion des programmes, et dans les choix de programmes et de paramètres.

INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES (IFS)

F. Gaessler, B. Hall et D. Harhoff, « [Should there be lower taxes on patent income?](#) », IFS Working Paper W18/19, 25 juillet 2018, 44 p.

La nécessité que le développement d'une invention prenne place à l'intérieur du pays vient réduire les transferts à des fins purement fiscales.

A "patent box" is a term for the application of a lower corporate tax rate to the income derived from the ownership of patents. This tax subsidy instrument has been introduced in a number of countries since 2000. Using comprehensive data on patent filings at the European Patent Office, including information on ownership transfers pre- and post-grant, we investigate the impact of the introduction of a patent box on international patent transfers, on the choice of ownership location, and on invention in the relevant country. We find that the impact on transfers is small but present, especially when the tax instrument contains a development condition and for high value patents (those most likely to have generated income), but that invention itself is not affected. This calls into question whether the patent box is an effective instrument for encouraging innovation in a country, rather than simply facilitating the shifting of corporate income to low tax jurisdictions.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, « [Tax Policy Reforms 2018](#) », 5 septembre 2018, 127 p.

La tendance à la baisse des taux d'impôt sur les sociétés se poursuit.

Le rapport Tax Policy Reforms 2018 décrit les dernières réformes fiscales mises en œuvre dans

35 pays membres de l'OCDE ainsi qu'en Afrique du Sud, en Argentine et en Indonésie. Il met en évidence les principales tendances observées en matière de politique fiscale et souligne que la relance budgétaire, imputable dans une large mesure à la politique fiscale, s'est renforcée.

En Argentine, aux États-Unis, en France et en Lettonie, des réformes fiscales importantes ont été engagées, mettant fortement l'accent sur le soutien de l'investissement et comportant des mesures destinées à rendre le système fiscal plus équitable. Les autres pays ont adopté des mesures fiscales de manière plus disparate.

À travers l'ensemble des pays, le rapport met en exergue la poursuite d'une tendance à la diminution des taux des impôts sur les sociétés, alimentée dans une large mesure par des réformes importantes engagées dans un certain nombre de grands pays caractérisés de longue date par des taux élevés d'imposition sur les entreprises. Le taux moyen de l'impôt sur les sociétés dans la zone OCDE a reculé de 32,5 % en 2000 à 23,9 % en 2018. Bien que cette tendance à la baisse du taux moyen de l'impôt sur les sociétés dans la zone OCDE se soit accélérée de nouveau ces dernières années, la baisse des taux d'imposition sur les entreprises est moins prononcée qu'avant la crise.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE/FMI, « [Report on Tax Certainty - 2018 Update](#) », 22 juillet 2018, 47 p.

La complexité et la fréquence des changements dans le système fiscal sont des préoccupations moins prioritaires dans les pays en développement que dans l'OCDE.

This report from the OECD and the IMF responds to the request from the G20 Leaders to follow-up on a first report presented in March 2017 identifying the sources of uncertainty in tax matters.

It presents approaches to improve certainty, which range from improving the clarity of legislation, increasing predictability and consistency of tax administration practices, to effective dispute prevention and resolution.

While the 2017 report focused on tax certainty in G20 and OECD countries, and recognising that the issue is also of particular importance for developing countries, the 2018 update report also focuses on initiatives that can support them to enhance tax certainty.

Équipe de rédaction

Recherche et sélection des articles :
CFFP

Coordination, édition et révision :
Tommy Gagné-Dubé

<http://cftp.recherche.usherbrooke.ca/>

**Pour vous abonner gratuitement
au Bulletin de veille et aux
publications de la Chaire :**
cftp.adm@USherbrooke.ca